

Les travailleurs européens d'Alstom et de Siemens Mobility défendent leurs emplois et leur industrie

Déclaration conjointe des syndicats européens des travailleurs d'Alstom et de Siemens Mobility

Bruxelles, le 5 mars 2018

Alstom et Siemens ont annoncé le 26 septembre 2017 leur intention de fusionner leurs activités dans le domaine du transport ferroviaire et de la mobilité. La conclusion de l'opération serait prévue pour la fin de l'année 2018. Suite à l'éventuelle finalisation de l'opération, les directions espèrent réaliser des synergies annuelles de 470 millions d'euros, dont les détails et les conséquences restent inconnus.

Indépendamment du résultat du processus en cours, les organisations syndicales qui représentent et défendent les intérêts des travailleurs d'Alstom et de Siemens Mobility dans toute l'Europe entendent veiller à l'avenir des emplois et promouvoir une véritable stratégie industrielle ferroviaire européenne. Lors de la réunion organisée le 14 février sous l'égide d'industriAll Europe, les organisations syndicales allemande, autrichienne, belges, britannique, espagnoles, françaises, italiennes, norvégienne et suisse ont souligné qu'une grande incertitude continue toujours d'entourer le plan Alstom / Siemens Mobility cinq mois après l'annonce.

Alors que les conséquences financières et les bénéfices pour les actionnaires ont été clairement établis, les travailleurs d'Alstom et Siemens Mobility et leurs représentants manquent toujours de visibilité sur la stratégie à long-terme qui sous-tend le projet. Les possibles conséquences industrielles et sociales du projet de fusion restent inconnues, de même que les conséquences qu'il pourrait avoir sur les travailleurs européens et leurs familles. Un accord collectif visant à sécuriser les emplois, les sites et les capacités d'innovation en Allemagne pendant les 4 ans suivant la finalisation de l'opération a été conclu entre la direction de Siemens et IG Metall. L'accord de sécurisation conclu entre le gouvernement français et la direction de Siemens reste en revanche confidentiel et n'a toujours pas été communiqué aux organisations syndicales, ce qui pose question sur la solidité des engagements annoncés. Par ailleurs, aucune garantie sociale n'a été offerte dans aucun autre des pays concernés.

Quelle que soit l'issue de ce projet, les syndicats européens d'Alstom et de Siemens Mobility défendent une activité industrielle d'avenir dont l'Europe est leader mondial qui soit créatrice d'emplois et de développement industriel.

Les stratégies poursuivies par les entreprises ne doivent ni compromettre l'avenir des emplois et des sites d'Alstom et Siemens Mobility, ni diluer les droits des travailleurs. Les deux entreprises ne peuvent pas se permettre de se priver de l'expertise technologique de leurs travailleurs et des savoir-faire essentiels qui sont déterminants pour saisir toutes les opportunités qu'offre un marché en pleine croissance. En outre, il n'existe aucune raison qui pourrait justifier que tous les travailleurs d'Alstom et de Siemens Mobility ne soient pas traités de la même manière partout en Europe.

En conséquence, les organisations syndicales européennes exigent :

- ⇒ **Une sécurisation de tous les emplois et de tous les sites européens, dans tous les pays, par l'ouverture de négociations le plus tôt possible avec les organisations syndicales**

Alstom et Siemens occupent une position de leader sur la scène internationale grâce aux technologies de pointe développées par leurs travailleurs au cours de nombreuses années d'expérience. Pour qu'Alstom et Siemens conservent leur leadership et soient positionnés au mieux pour relever les défis à venir tels que ceux de la digitalisation et de la mobilité intégrée, leur capacité à développer des technologies innovantes à l'appui de travailleurs qualifiés doit également être garantie.

En conséquence, les organisations syndicales européennes exigent :

- ⇒ **Que tant Alstom que Siemens sécurisent les capacités d'innovation de tous les sites via le développement de programmes de R&D, de plans d'investissements et de développement des compétences et qualifications des travailleurs.**

L'avenir d'Alstom et Siemens Mobility ne dépend que d'une stratégie industrielle tournée vers l'avenir qui soutienne la capacité d'innovation mais favorise aussi la création d'emploi, la qualité des emplois et assure la prospérité à long terme des deux entreprises. Nous ne pouvons pas accepter que les nombreuses questions concernant la logique industrielle et la pérennité de l'actuel projet de fusion n'aient toujours pas trouvé de réponse.

En conséquence, les organisations syndicales européennes exigent :

- ⇒ **Que tant Alstom que Siemens fournissent aux représentants des travailleurs l'ensemble des informations sur leur projet industriel à long terme et la manière dont il permettra d'assurer le développement futur des deux entreprises.**

IndustriAll Europe et ses organisations syndicales affiliées attachent la plus grande importance au respect des normes européennes de qualité du dialogue social, d'implication des travailleurs dans les décisions stratégiques et de solides instances de représentation du personnel. Ce sont des conditions indispensables à la gestion socialement responsable des entreprises qui favorise la croissance et la création d'emplois de qualité.

En conséquence, les organisations syndicales européennes exigent :

- ⇒ **Le respect des droits des travailleurs à l'information, la consultation et la participation sur le projet de fusion actuellement envisagé, ainsi que la garantie qu'un dialogue social de haute qualité sera établi dans le futur.**

L'industrie ferroviaire européenne est un élément stratégique de l'industrie européenne qui apporte des solutions à nombre des défis sociaux majeurs actuels tels que ceux de la mobilité, du changement climatique, de l'efficacité énergétique, des changements démographiques et de l'urbanisation. Les discussions autour des projets d'Alstom et Siemens Mobility mettent une nouvelle fois en lumière le besoin urgent de se saisir pleinement de ces défis et d'y apporter une réponse européenne.

En conséquence, les organisations syndicales européennes exigent :

- ⇒ **Que les décideurs européens présentent dans les plus brefs délais une politique industrielle ferroviaire ambitieuse qui soutienne la compétitivité et les perspectives de développement à long terme de l'industrie de l'équipement ferroviaire en Europe.**

Engagés à défendre l'avenir des emplois et des sites d'Alstom et de Siemens Mobility à travers l'Europe, les organisations syndicales européennes poursuivront, sous l'égide d'industriAll Europe, la coordination de leurs actions nationales et européenne dans les prochaines semaines et pourront envisager de nouvelles actions syndicales.